



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 19 janvier 2009

CONTENU

Informations générales sélectionnées

Mise en œuvre du FTA US-Pérou	1
Renégociation de l'ALÉNA : Obama prend l'initiative	2

Politique commerciale américaine

La question de la devise chinoise : vers une nouvelle approche?	3
Voies et Moyens : proposition d'une nouvelle législation sur le commerce	4

Documents officiels et articles connexes	5
--	---

Informations générales sélectionnées

Mise en œuvre du FTA US-Pérou

17/01/09 : Le Secrétaire au commerce, Carlos M. Gutierrez, a annoncé la mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre les États-Unis (USA) et le Pérou. Gutierrez a déclaré que cet accord marque un « pas historique » vers le renforcement de l'amitié américano-péruvienne et vers l'élargissement pan-hémisphérique des relations économiques américaines. En effet, une fois les accords de libre-échange USA-Colombie et USA-Panama approuvés par le Congrès, Washington aura des accords commerciaux avec plus des deux tiers de la population des Amériques. Gutierrez a par ailleurs souligné l'importance du libre-échange pour l'économie américaine tant au niveau des exportations qu'au niveau des emplois : « FTAs provide American businesses with an opportunity to compete and win in a very competitive global economy. » Avec plus de 14 accords à leur actif (dont 11 signés sous W.Bush), les États-Unis ont réalisé un surplus commercial (au niveau des produits manufacturiers) de \$15.6 milliards en novembre 2008. De plus, depuis décembre 2008, trois autres accords importants furent mis en œuvre avec le Costa-Rica, le Sultanat d'Oman et le Pérou, ce qui porte le nombre d'accords à 17. Ce type de relations commerciales est crucial pour les exportateurs américains. Pour l'année 2007, les accords de libre-échange ont représenté 41% des exportations des États-Unis.

En ce qui concerne le Pérou, il est devenu le 35^e marché en importance pour les exportations américaines, avec une augmentation de 55% (jusqu'à \$5.8 milliards) en 2008. Ainsi, avec ce gonflement du volume commercial bilatéral, les USA sont passés d'un déficit commercial avec le Pérou de \$1.1 milliards en novembre 2007 à un surplus de \$255 millions en novembre 2008.

Source: *Inside US Trade*, « U.S. Implements Peru Free Trade Agreement », January 17, 2009 - Vol. 27, No. 3.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 19 janvier 2009

Renégociation de l'ALÉNA: Obama prend l'initiative

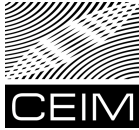
16/01/09: Le Président-élu Barack Obama a proposé cette semaine au Président mexicain Felipe Calderon, la création d'un « groupe consultatif » qui pourrait réfléchir sur d'éventuels changements à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Lors d'une rencontre à la Maison Blanche le 13 janvier avec le Président Bush, Calderon a déclaré qu'il était prêt à considérer de nouvelles dispositions à l'ALÉNA avec la nouvelle administration américaine. La veille, soit le 12, Obama et Calderon se sont rencontrés pour discuter des enjeux entourant le commerce hémisphérique. Du côté américain, Obama était accompagné du secrétaire général désigné de la Maison Blanche, Rahm Emanuel, de son conseiller à la sécurité nationale, Jim Jones ainsi que du directeur-désigné du Conseil national économique, Lawrence Summers. Du côté mexicain, Calderon était accompagné de la Secrétaire des Affaires étrangères, Patricia Espinosa, du Ministre de l'Intérieur, Fernando Gomez Mont, du Secrétaire du Trésor, Agustin Carstens ainsi que de l'Ambassadeur mexicain aux USA, Arturo Sarukhan.

Pendant sa campagne électorale, Obama a mis l'accent sur la renégociation de l'ALÉNA en y ajoutant des dispositions sur les normes de travail et la protection de l'environnement. Cela étant, il est encore trop tôt pour prédire ce qu'il adviendra de ces renégociations, d'autant que ni le Mexique ni le Canada ne semblent avoir une position claire à cet égard. De plus, il est encore trop tôt pour savoir si ce « groupe consultatif » mènera à la rédaction d'un nouveau projet de loi pouvant être incorporé à la législation de l'ALÉNA. Mais à Washington, un mémorandum, circulé le 5 novembre par le Comité sénatorial sur les Finances, a précisé qu'advenant une renégociation de l'ALÉNA, tout changement qui affecte la loi américaine devra impérativement être approuvé par le 111^e Congrès. Selon la représentante américaine pour le Commerce (USTR), Susan C. Schwab, la « réouverture » des accords commerciaux comporte toujours des risques. Refusant de commenter une politique commerciale en développement, Schwab a simplement dit que cette la nouvelle administration devra « peser » les pour et les contres.

Selon le futur porte-parole de la Maison Blanche, Robert Gibbs, le plan de sauvetage économique d'Obama comporte également des clauses sur la modernisation des ports commerciaux et sur la promotion du commerce « légal » entre le Mexique et les USA. Selon Gibbs, Obama est confiant que la coopération américano-mexicaine sous l'Initiative de Meridia, proposée par W. Bush en octobre dernier, constitue un « bloc constructif » vers la solidification de leurs relations.

L'initiative de Meridia vise à aider les efforts Mexicains et Centre-Américains contre le narcotrafic en fournissant de l'équipement et du savoir-faire



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 19 janvier 2009

pour entraîner les brigades spéciales anti-narcotiques ainsi que de l'assistance pour réformer les agences de sécurité au Mexique et en Amérique Centrale.

Sources: *Inside US Trade*, « Obama Pitches 'Consultative Group' On NAFTA To Mexican President », January 16, 2009 - Vol. 27, No. 2. p. 12-13. U.S. Department of State, *The Merida Initiative: United States - Mexico - Central America Security Cooperation*, Fact Sheet, Office of the Spokesman, Washington D.C, October 22, 2007. [En ligne]: <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2007/oct/93800.htm>

Politique commerciale américaine

La question de la devise chinoise: vers une nouvelle approche?

16/01/09: Le président du sous-comité pour le commerce du Comité des Voies et Moyens, Sander Levin, s'est exprimé sur l'approche qu'adoptera l'administration Obama face à l'amarrage de la valeur du yuan au dollar par les autorités chinoises. Il prédit que le nouveau Président répondra aux demandes de mesures de rétorsion de la part de membres Congrès, qui aimeraient bien taxer les produits de marque chinoise à un taux de 20 %, en optant pour une approche plus « dure » que celle de l'administration W. Bush, sans pour autant dire qu'Obama qualifiera directement la Chine de « manipulateur de devise » dans le prochain rapport du Trésor américain sur les changes. D'après la section 3004 de l'Acte du Commerce de 1988, désigner un partenaire commercial de « manipulateur de devise » peut se faire. Ceci permet au Secrétaire du Trésor américain d'entamer des négociations avec la Chine dans le but de réajuster le taux de change afin d'éliminer tout avantage concurrentiel « déloyal et injuste », sauf si de telles négociations risquent d'envenimer les relations économiques ou la sécurité nationale américaine.

Selon Levin, la Chine sous-évalue le yuan dans le but de tirer profit « déloyalement » de bas prix pour ses exportations: « I think they will be much more determined to change the U.S. stance on currency and the bilateral trade relationship between the U.S. and China. I do not think the approach of just jawboning [China] will be the policy of this administration. ». Avec la crise financière, Levin est d'avis que les enjeux relatifs à la manipulation des devises méritent une action internationale. Ainsi, pour Levin, l'administration Obama doit explorer chacune des options. Par exemple : le recours à l'organe de règlement des différends de l'OMC; travailler de concert avec le FMI, l'adoption de la législation S. 1607 sur l'*antidumping* pour limiter les importations chinoises ou encore, l'adoption d'une législation spéciale sur la devise chinoise.

Source: *Inside US Trade*, « Levin Sees Tougher Obama Stance On China Currency, New Approach », January 16, 2009 - Vol. 27, No. 2. p. 14-15.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 19 janvier 2009

Voies et Moyens : proposition d'une nouvelle législation sur le commerce

15/01/9 : Le président du Comité des Voies et Moyens, Charles Rangel, a proposé une nouvelle législation sur le commerce avec le support politique de Sander Levin et des Représentants, Richard Neal, Shelley Berkeley, Allyson Schwartz, Artur Davis, Peter Visclosky, Tim Murphy, Jason Altmire et Mark Schauer. Cette législation, nommée *H.R 496 Trade Enforcement Act of 2009*, vise à ouvrir les marchés mondiaux en éliminant les barrières à l'entrée des exportations américaines. Elle vise également à combattre la piraterie et la contrefaçon et à répondre efficacement aux pratiques commerciales déloyales et illégales de certains pays. En effet, la législation codifie l'application de la loi sur le *Countervailing duty* (CVD) aux économies en développement et requiert un suivi plus strict du Congrès sur tous les changements proposés par l'exécutif sur la méthode américaine utilisée dans les cas d'*antidumping* et de CVD.

Selon Rangel, afin que les USA gardent leur rôle de premier plan dans les affaires internationales, il est crucial qu'ils se protègent contre ceux qui ne jouent selon les règles : « Our trading partners need to live up to their end of the agreements and open their markets to U.S. exporters. This bill would help eliminate trade-distorting subsidies, and the dumping of products into our market. Simultaneously, the legislation will preserve intellectual property rights, and ensure that exports to the United States are safe. ». Par ailleurs, selon Levin, cette législation se traduira par une plus grande confiance dans la politique commerciale américaine. Elle élargira les débouchés pour les exportateurs américains, « modèlera » les termes de la compétition et protégera les USA des violations commerciales : « It is only through an activist agenda that we can have the two-way trade that expands markets and shapes globalization. »

Depuis les huit dernières années, le déficit commercial américain bat des records. Chaque année, le déficit excède le PIB de 3.5% et en 2008, il a frisé les 5%. Avant 2000, les USA n'ont connu de pareil déficit qu'en 1987, lorsqu'il a atteint les 3.2% du PIB. Ces huit dernières années (en l'occurrence, depuis l'investiture de W. Bush) marquent également un déclin significatif des pratiques afférentes au respect des termes du commerce. Durant les mandats de Clinton, les USA ont porté devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC une multitude de cas restreignant l'accès aux marchés pour les produits américains. Sous W. Bush, les USA n'ont porté en moyenne que trois cas par année. Tout au long de la présidence de W. Bush, Rangel et Levin se sont battus pour que les USA jouent un rôle plus actif dans le respect des règles commerciales internationales. Ils parviennent avec cette nouvelle législation, à réaffirmer leur engagement et espèrent que la prochaine administration saura se montrer « compréhensive » dans cette séquence. D'ailleurs, en mars 2007, les deux représentants de concert avec d'autres démocrates de la Chambre basse du Congrès ont présenté une « nouvelle politique commerciale pour l'Amérique ».



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 19 janvier 2009

Pour lire le contenu de cette nouvelle politique, voir :
<http://waysandmeans.house.gov/media/pdf/NewTradePolicy.pdf>

Pour lire les principaux points de la législation *H.R 496 Trade Enforcement Act of 2009*, voir : <http://waysandmeans.house.gov/media/pdf/110/sste.pdf>

Sources: Inside US Trade, « « Rangel, Levin Introduce Trade Enforcement Bill; Includes Zeroing, Bratsk, China Provisions », January 15, 2009 - Vol. 27, No. 1. House Committee on Ways and Means, *Rangel, Levin Introduce Trade Enforcement Bill: Bill would strengthen enforcement, help to ensure that trading partners play by the rules*, Washington D.C, Thursday, January 15, 2009. [En ligne]: <http://waysandmeans.house.gov/news.asp?formmode=release&id=847>

Documents officiels et articles connexes

Peterson Institute, *Report to the President-elect and the 111th Congress*, Washington D.C.: Peterson Institution, Trade Policy Study Group, 2008, 16p.
[En ligne]: <http://www.iie.com/publications/papers/20081217presidentmemo.pdf>

Eswar Prasad, « Restore Global Financial Stability », *Memo to the President No 9*, Washington D.C.: The Brookings Institution, January 9, 2009.
[En ligne]: http://www.brookings.edu/papers/2009/0109_global_stability_memo.aspx

Peter Blair Henry & Conrad Miller, *Institutions Versus Policies: A Tale of Two Islands*, Working Paper 33, Washington D.C.: Brookings Global Economy and Development, 2009, 20p.
[En ligne]: http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/papers/2009/01_institutions_henry/0_institutions_henry.pdf

David Shambaugh, « China and the U.S.: A Marriage of Convenience », *International Herald Tribune*, January 06, 2009.
[En ligne]: http://www.brookings.edu/opinions/2009/0106_china_shambaugh.aspx

S. Derek Turner, *Down Payment on Our Digital Future: Stimulus Policies for the 21st-Century Economy*, Washington, DC: Free Press, December 2008, 31p.
[En ligne]: http://www.freepress.net/files/DownPayment_DigitalFuture.pdf

Federal Communications Commission, *Annual Assessment of the Status of Competition in the Market for the Delivery of Video Programming*, Washington, D.C.: Federal Communications Commission, 2009, 130p.
[En ligne]: http://hraunfoss.fcc.gov/edocs_public/attachmatch/FCC-07-206A1.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 19 janvier 2009

United States Trade Representative, *2008 Report to Congress On China's WTO Compliance*, Washington D.C.: United States Trade Representative, December 2008, 115p.

[En ligne]:

http://www.ustr.gov/assets/Document_Library/Reports_Publications/2008/asset_upload_file192_15258.pdf

Gregory J. Werden, « Sanctioning Cartel Activity: Let the Punishment Fit the Crime », *European Competition Journal*, March 2009, 21p.

[En ligne]: <http://www.usdoj.gov/atr/public/articles/240611.pdf>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

